

Communiqué de presse

Le projet de réforme de la formation d'éducateur rime avec perte de qualité

Le syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs de l'OGBL, le syndicat Éducation et Sciences (SEW) de l'OGBL, l'APCCA et l'APESS sont indignés par la réforme annoncée par le ministre de l'Éducation nationale Claude Meisch — une annonce qui a été faite sans dialogue social au préalable. Monsieur Meisch a encore une fois fait abstraction du dialogue social.

En date du 11 mai, le ministre de l'Éducation nationale a annoncé un projet de réforme de la formation d'éducateur qui entrerait en vigueur dès la rentrée 2021/2022 et permettrait aux diplômés d'un certificat d'études secondaires en sciences sociales (GSO) d'accomplir la formation d'éducateur en seulement un an au lieu de trois.

Actuellement, la formation d'éducateur diplômé au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) s'étale sur trois années — une formation qui ne se limite pas à un enseignement théorique, mais qui est également très orientée vers la pratique. Les stages obligatoires (26 semaines de stages) font partie intégrante du cursus et exigent une mise en pratique des connaissances théoriques.

La réforme annoncée par le ministre aurait pour objectif de rendre le métier plus attractif et de lutter contre la pénurie actuelle dans le milieu socio-éducatif qui, au regard du besoin croissant de ces professionnels, n'a cessé de s'accroître.

Or, en réduisant le nombre d'années de formation, la future génération d'éducateurs empruntant cette nouvelle voie pour accéder à la profession ne pourra pas acquérir l'ensemble de ces connaissances théoriques et surtout pratiques.

Disposer de connaissances pratiques solides est primordial pour assurer une prise en charge de qualité des bénéficiaires. La crise, avec ses nombreux défis, a montré à quel point le métier d'éducateur est essentiel pour faire tourner l'économie du pays. La prise en charge des enfants du personnel soignant, l'accueil des enfants et familles en détresse, la participation à l'éducation et l'enseignement des enfants et des jeunes dans le contexte scolaire des écoles, lycées et centres de compétences, l'encadrement de personnes présentant des besoins spécifiques, ... pour ne citer que quelques exemples quant à leurs domaines de compétences, montrent que les éducateurs sont indispensables et forment l'ossature de notre société.

Communiqué de presse

C'est pourquoi l'OGBL, l'APCCA et l'APESS ne peuvent soutenir une réforme engendrant une dévalorisation du métier — qui crée non seulement un accès à deux vitesses à ladite profession, mais génère en même temps un nivellement vers le bas de la qualité et des compétences.

Placés devant le fait accompli, l'OGBL, l'APCCA et l'APESS regrettent fortement que le ministre Meisch n'ait pas pris la peine de consulter au préalable les quatre syndicats professionnels que sont le syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs de l'OGBL, le syndicat Éducation et Sciences (SEW) de l'OGBL, l'APCCA et l'APESS.

En conséquence, l'OGBL, l'APCCA et l'APESS exigent le retrait immédiat de ce projet et invitent le ministre à les impliquer pour toutes initiatives et projets futurs.

Communiqué par le syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs de l'OGBL, le syndicat Éducation et Sciences (SEW) de l'OGBL, l'APCCA et l'APESS, le 25 mai 2021